

Bruxelles, le 25 juin 2020

## Étude Finances locales 2020 Belfius

### **Quelle est la sensibilité des finances locales à la crise du Covid-19? Les pouvoirs locaux ont un rôle important à jouer pour relancer l'économie.**

Les villes et communes ont connu des mois mouvementés, en première ligne de l'une des plus grandes crises de l'histoire récente. Le masque de protection doit être, pour ainsi dire, LE symbole du lien étroit qui unit les pouvoirs locaux et leurs citoyens. Premiers interlocuteurs, les pouvoirs locaux étaient et sont toujours prêts à protéger leurs citoyens du Covid-19. Les communes fournissent une aide de première ligne grâce à leur rôle clé dans les soins de santé (par le biais des maisons de repos et des hôpitaux généraux) et dans la protection (zones de secours et zones de police). Les responsabilités assumées par les pouvoirs locaux dans ce genre d'événements exceptionnels sont-elles suffisamment prises en compte?

Les communes ont travaillé d'arrache-pied pour aider leurs citoyens et entreprises à surmonter cette période difficile, mais elles n'échapperont pas aux conséquences financières en 2020, en premier lieu au niveau de leurs dépenses et recettes d'exploitation. De manière générale, la crise sanitaire aura toutefois un impact moins prononcé sur les finances communales car les pouvoirs locaux sont moins exposés aux chocs conjoncturels que les autres niveaux de pouvoir.

La problématique des charges des pensions des fonctionnaires statutaires et de la pression plus élevée sur les CPAS ne manquera certainement pas de revenir sur la table ultérieurement et reste encore à voir dans quelle mesure les plans d'investissement ambitieux et jugés nécessaires seront mis en œuvre. Une refonte des plans pluriannuels semble inévitable. Dans tous les cas, les communes disposent de leviers importants pour relancer l'économie.

#### **Quel impact pour les villes et communes?**

Sur la base de ce que nous savons maintenant - en juin 2020 -, il semble que les communes bruxelloises subiront des pertes à court terme à la suite du choc de la crise, des dépenses d'exploitation inattendues et du dérapage des recettes. Si nous calculons l'impact de ce que nous appelons un scénario modéré, c.-à-d. les mois de lockdown tels que nous les avons connus, la détérioration du solde budgétaire à l'exercice propre pourrait atteindre 45 millions EUR. Dans le scénario le plus défavorable, c.-à-d. une prolongation de l'impact dans les mois suivant le lockdown, l'impact sur les communes pourrait se traduire par un déficit allant jusqu'à 100 millions EUR en 2020.

Cependant, nous pensons que les conséquences du Covid-19 se feront sentir en 2 phases. Outre l'impact en 2020, il faut également s'attendre à un impact ces prochaines années. Et la crise du Covid-19 n'est pas le seul facteur à peser sur les finances à moyen terme et donc sur les plans pluriannuels. Durant la présente législature, l'effet boomerang des pensions, mis en évidence dans notre précédente étude sur les Finances locales, devrait également toucher la majorité des administrations. Or, la crise ralentit à présent la croissance des recettes.

## Soutenir les ambitions

Les pouvoirs locaux disposent de nombreux leviers pour aider leurs citoyens et entreprises à surmonter cette période difficile. Et ce ne sera pas superflu. Car, entre-temps, nous savons que le Covid-19 impactera notre vie au quotidien et notre économie plus longtemps que ce que nous avons imaginé initialement.

Dirk Gyselinck, membre du comité de direction de Belfius Banque : « Dans ce contexte sans précédent, les pouvoirs locaux ont joué un rôle clé en guidant leurs citoyens et leurs commerçants à travers la crise. Un effort conséquent et inspirant. L'étude sur les finances locales révèle que, de manière générale, la crise sanitaire aura un impact moins prononcé sur les finances communales car les pouvoirs locaux sont moins exposés aux chocs conjoncturels que les autres niveaux de pouvoirs. Plus que jamais, les autorités locales comptent sur notre soutien et sur nos conseils pour leur plan de relance. En tant que partenaire du secteur public, nos équipes sont à leurs côtés avec un seul objectif: être 'meaningful and inspiring' pour une Belgique saine avec une économie saine! »

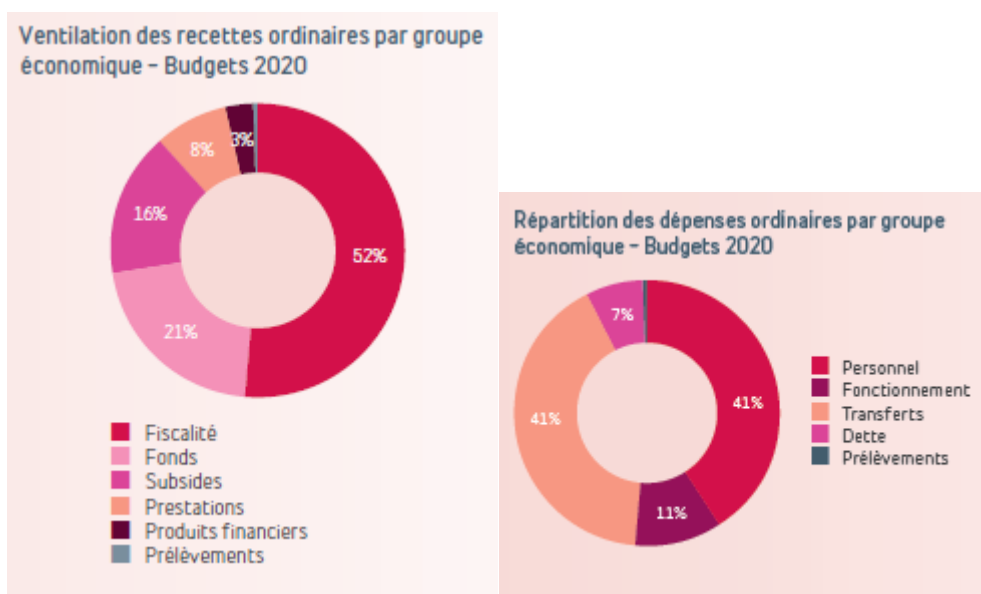


## L'aspect financier dans le détail

### Situation financière pour 2020 telle que prévue dans les budgets initiaux des communes, et impact estimé du Covid-19

#### Bref aperçu des budgets initiaux 2020

- **Recettes ordinaires:** Selon les budgets 2020 des communes bruxelloises, les recettes ordinaires s'établissent à 2,5 milliards EUR, en progression de 3,3% par rapport à 2019. Près de la moitié des recettes ordinaires proviennent de la fiscalité, tandis que le Fonds des communes en prend un peu plus d'un cinquième pour son compte.
- **Dépenses ordinaires:** Selon les budgets 2020, les dépenses ordinaires des communes bruxelloises s'établissent à 2,5 milliards EUR, soit 2.038 EUR par habitant. Elles enregistrent de ce fait une augmentation de 3,7% par rapport à 2019. Les dépenses de personnel (sans le personnel enseignant subventionné) représentent en moyenne 42% des dépenses totales, contre 36% pour les transferts (CPAS, zone de police...).
- **Équilibre financier:** Les communes bruxelloises accusent un déficit de 2,5 millions EUR à l'exercice propre 2019. Mais, pour le total général (c.-à-d. en tenant compte également des résultats des exercices précédents et des transferts), les communes bruxelloises enregistrent un excédent de près de 200 millions EUR, soit environ 7,5% de leurs recettes ordinaires. Leur budget pour le total général est en équilibre tant en 2019 qu'en 2020.



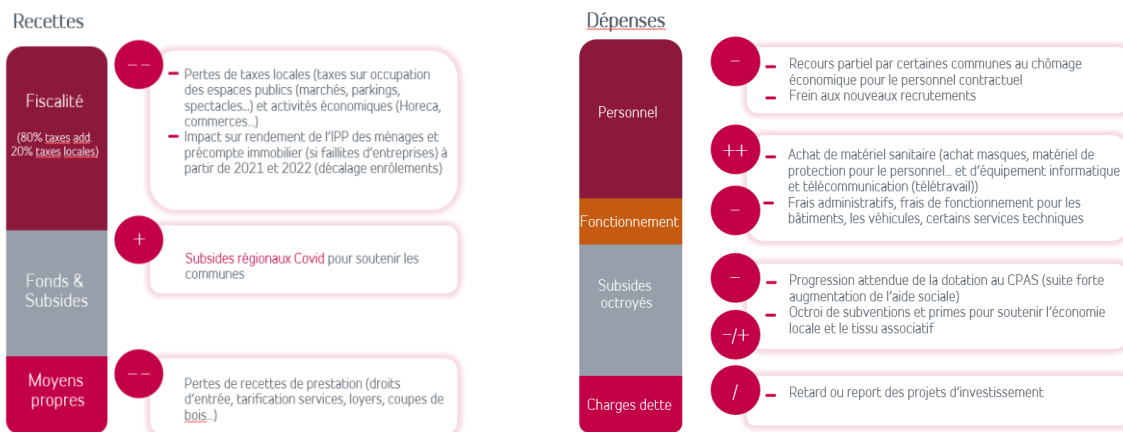
#### Impact du Covid 19 sur les recettes et les dépenses 2020.

Dans le contexte de la crise du Covid-19, les communes ont mis tout en œuvre pour soutenir leurs citoyens et associations. Il n'est pas simple de chiffrer l'impact de ces mesures: certaines dépenses ont augmenté et les recettes ont diminué, mais d'autres dépenses ont également baissé, comme par exemple les frais d'énergie vu que des bâtiments sont restés fermés. Pour les recettes, l'impact est évalué à -38,3 millions EUR dans le scénario modéré et à -78,2 millions EUR dans le scénario défavorable. L'effet sur les dépenses est un peu plus limité, car diverses dépenses ont été évitées.



Dans le scénario modéré, l'impact sur les dépenses s'établit à +8,3 millions EUR et, dans le scénario défavorable, à +19,8 millions EUR.

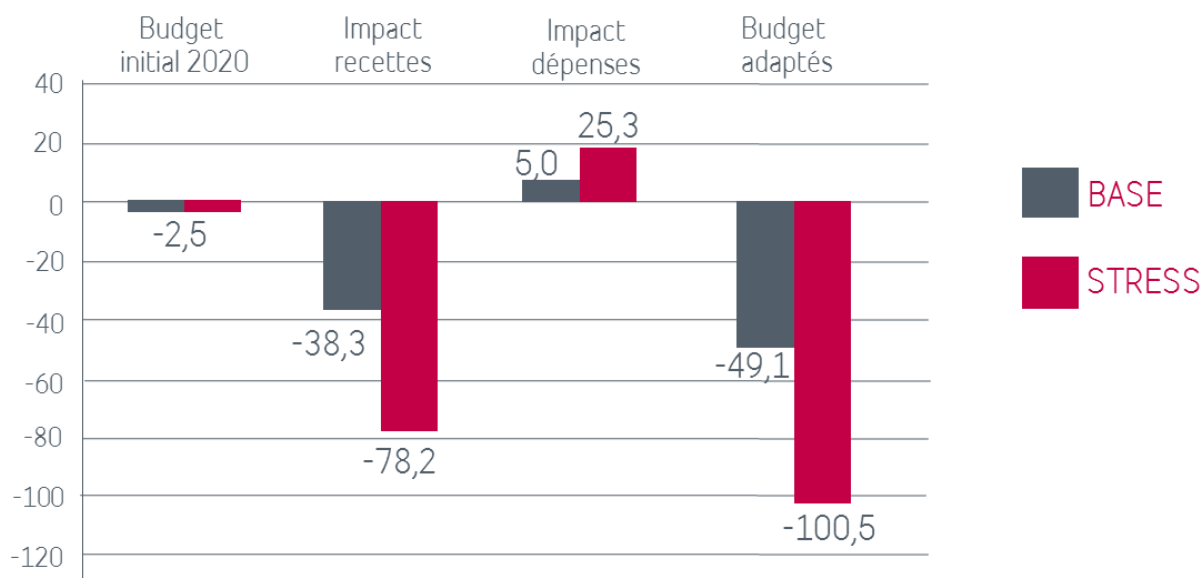
L'impact total sur les recettes et les dépenses est illustré dans le schéma ci-dessous:



Pour compenser en partie les charges financières qui pèsent sur les pouvoirs locaux, les autorités bruxelloises et fédérales ont déjà prévu plusieurs mesures de soutien.

### Un équilibre budgétaire est-il réalisable en 2020? OUI

En cumulant les impacts sur les recettes et les dépenses communales, nous pouvons évaluer l'impact sur les soldes budgétaires. Partant d'un très léger déficit de 2,5 millions EUR à l'exercice propre par rapport au budget initial pour 2020, les ajustements budgétaires liés à la crise sanitaire entraineraient, en fonction du scénario, une détérioration du solde de 45 à 166 millions EUR (soit entre 1,9% et 4% du budget total). Dans le scénario le plus défavorable, le solde négatif de toutes les communes bruxelloises ensemble s'établit à environ 106 millions EUR (toutes choses restant égales par ailleurs). Il faut remarquer que les communes bruxelloises disposent d'un excédent reporté des exercices précédents d'un peu plus de 200 millions EUR, de telle sorte que l'équilibre général est maintenu.



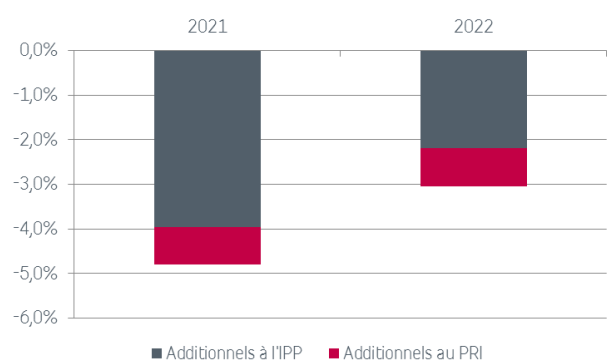
## L'impact du Covid-19 se fera encore sentir au cours des années 2021-2025

Les budgets seront impactés par une baisse des recettes fiscales, conjuguée à une hausse des dépenses sociales. Ceci est susceptible d'avoir des conséquences pour les investissements planifiés ainsi que pour la capacité à payer les pensions, déjà sous pression.

### Recettes fiscales sous pression

Les communes devront tenir compte de la tendance des recettes fiscales dans leurs plans pluriannuels. Outre la baisse des impôts et taxes locales propres, que les communes ont diminués pour soutenir l'économie locale en 2020 (minimum -27 millions EUR de recettes fiscales en moins en 2020), les répercussions économiques sur les recettes de 2020 ne se feront sentir que les prochaines années.

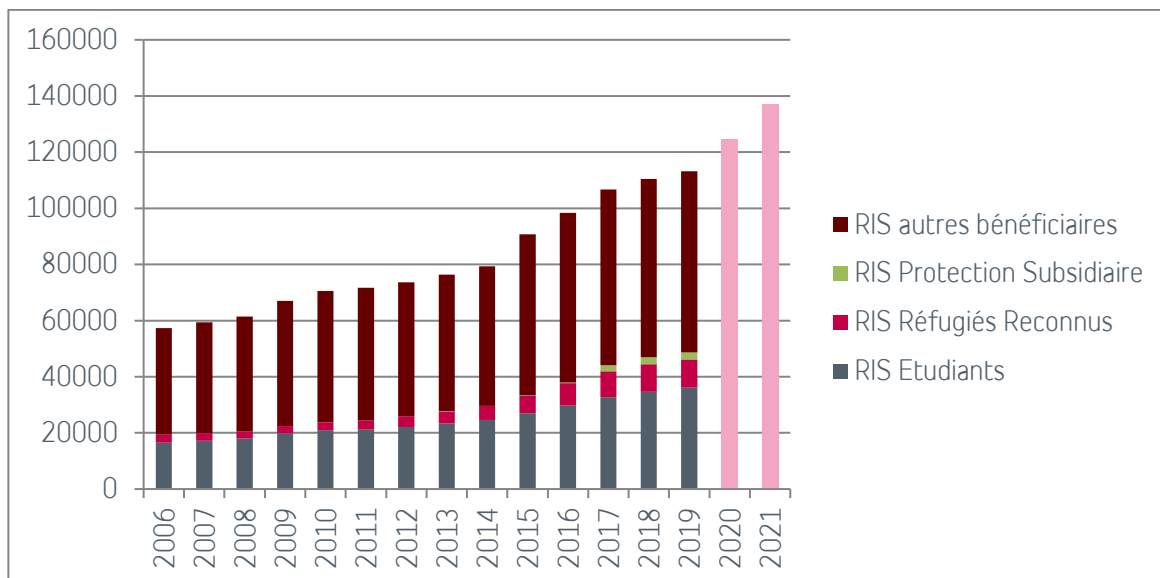
Au-delà de 2020, les effets de la crise sanitaire se prolongeront essentiellement par un affaiblissement des bases imposables (taxes additionnelles à l'impôt des personnes physiques et au précompte immobilier).. Compte tenu des délais d'enrôlement et de rétrocession aux communes, les pertes encourues pourraient se situer entre 9 et 16 millions EUR en 2021 (en fonction du niveau de décroissance du PIB constaté en 2020) et entre 6 et 11,5 millions EUR en 2022.



### Davantage de dépenses sociales

En plus de la baisse des recettes fiscales, les communes peuvent s'attendre à une augmentation des dépenses sociales. En effet, la crise du Covid-19 entraîne une augmentation du nombre de demandes d'aide aux CPAS. Les citoyens qui ont perdu une partie de leur revenu et qui ne peuvent plus payer leur loyer, les frais journaliers ou médicaux, s'adressent aux services sociaux. Les autorités fédérales accordent cependant une dotation de 3,7 millions EUR aux CPAS bruxellois à titre de support supplémentaire. Avec les compensations du pouvoir fédéral, l'impact de ces dépenses sera tempéré en 2020, mais il n'est pas certain qu'il en sera ainsi les prochaines années. Dans notre calcul, nous nous basons sur une augmentation de 10% par an de demandes d'aide supplémentaires.





### Encore et toujours la problématique des pensions

Alors que le Covid-19 disparaîtra peut-être un jour, ce n'est provisoirement pas le cas des charges des pensions du personnel nommé. La cotisation de responsabilisation augmente fortement et grève une part de plus en plus grande du budget. Elle va même doubler d'ici 2024, passant de 30 à presque 70 millions EUR pour les communes bruxelloises.

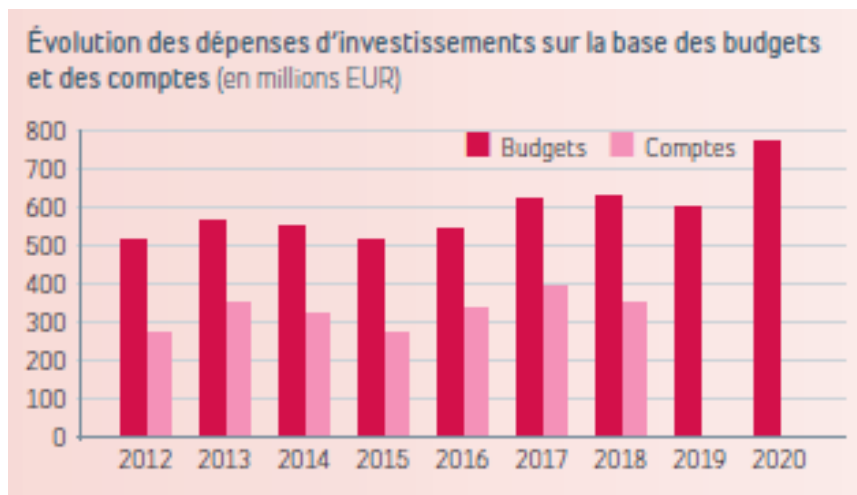


### Impact possible sur les investissements

Bien que les investissements se soient maintenus au même niveau élevé ces dernières années (notamment pour répondre à la demande d'équipements collectifs vu la forte augmentation de la population dans la Région), les projets d'investissement des communes bruxelloises atteignent en 2020 leur niveau le plus haut de la dernière décennie. Les principaux domaines d'investissement des communes bruxelloises sont l'administration générale (bâtiments administratifs), l'enseignement (bâtiments scolaires), le développement urbain et, dans une moindre mesure, le réseau routier.

La période de confinement a certainement retardé la mise en œuvre de certains projets d'investissement (arrêt temporaire d'entreprises de construction, retard dans la livraison de matériaux, retard des procédures de marchés publics...). À moyen terme, les incertitudes liées à la crise sanitaire ainsi que la fragilisation de la situation financière pourraient conduire certaines communes à reporter des projets d'investissement.





Au travers de cet exercice de réflexion, nous n'avons nullement la prétention de prédire l'avenir ou de faire preuve d'exhaustivité. Notre intention est d'offrir aux élus locaux un cadre de réflexion sur les nombreux enjeux que les communes sont amenées à relever. L'analyse financière de Belfius Banque s'inscrit dans notre politique de soutien aux administrations.

Au-delà de cette étude, Belfius prévoit également d'autres outils pour venir en aide aux communes. Tout d'abord, nous citerons Symia, l'outil de simulation du plan pluriannuel permettant aux communes de continuer à suivre leur situation financière. Et, pour aider les villes et les communes à redynamiser l'économie locale, Belfius et The Studio ont également lancé Cirklo, un système de bons d'achat digitaux à utiliser dans des commerces locaux.

#### Contact presse

Ulrike Pommée

[Ulrike.pommee@belfius.be](mailto:Ulrike.pommee@belfius.be) / [press@belfius.be](mailto:press@belfius.be)

02 222 02 57

[belfius.be](http://belfius.be)

